

Créer un nouveau jeu à travers d'un 'secteur pluriel' aligné : La théorie et la pratique du cas de l'exploitation des mines en RDC.

Elly RIJNIERSE¹

Introduction

La question à laquelle cet article aimerait répondre est comment créer une collaboration effective entre les acteurs de la recherche scientifique en sciences sociales, notamment la recherche en Anthropologie, les médias et les organisations de la société civile qui mènent des actions sociales et concrètes sur le terrain, à la République Démocratique du Congo (RDC), pour se renforcer mutuellement.

Le point de départ de cette réflexion pour une meilleure collaboration entre la société civile, les médias et les sciences sociales est la supposition que l'objectif d'une telle collaboration est de contribuer à un changement profond dans la société, une transformation du système politique – économique pour le bien – être des communautés locales. Si cette supposition est correcte, il est important d'être explicite par rapport à une vision partagée sur la transformation du système politique-économique.

Cet article donne l'exemple d'une étude de base exécutée par la société civile à Katanga par rapport à la problématique minière². Cette étude donne un point de départ et une légitimité pour les actions de la société civile, en partant des besoins et des aspirations de la communauté locale - avec des intérêts internes contradictoires -, et des références aux cadres politiques internationales et nationales. La terminologie et la méthodologie adoptées par le réseau permettent de créer un espace pour des négociations fructueuses entre les parties prenantes.

Dans une collaboration autour d'un tel dossier bien défini, les acteurs de la science sociale focalisé sur le développement durable sont en mesure d'aider à choisir et clarifier la logique du paradigme commun dans le réseau, ainsi que d'aider à l'élaboration de la méthodologie de recherche qui va de pair. Ils peuvent également apporter les résultats d'études scientifiques pour élargir la base de connaissance aux actions de la société civile et aider les médias à interpréter les dynamiques quotidiennes dans un contexte défini par une haute complexité. Enfin, les scientifiques peuvent exécuter les recherches indépendantes sur l'impact des actions de la société civile et la diffusion des informations des médias. Les médias puissent suivre le dossier d'une manière indépendante, d'une manière informée et focalisée, et ainsi attirer l'attention aux dossiers de développement qui méritent d'être poursuivis.

Les conditions pour une bonne collaboration

Pour une bonne collaboration, le paradigme³ adopté par les acteurs de la société civile, les médias et les chercheurs scientifiques doit être pareil ou compatible. Sur cette base, une vision partagée pour une société souhaitable puisse être développée progressivement. Ensuite, il est possible de développer une 'théorie de changement' dans un contexte et par rapport à une problématique spécifique. Dans ce cadre, les acteurs de la société civile, les chercheurs et les médias peuvent définir leurs rôles spécifiques, vu leurs mandats professionnels. Sous ces conditions est-il possible de collaborer et se renforcer mutuellement.

Dans cette collaboration il faut être stratégique dans les engagements avec le secteur public et le secteur privé. Une dynamique positive vers le développement durable est possible si les organisations civiles indépendantes, les médias et les scientifiques alignées visent à faire le plaidoyer auprès du secteur public, pour que le secteur public donne un cadre au secteur privé pour le bien-être de la société.

¹ Elly Rijnierse est une consultante indépendante, initiatrice de Asterope consultancy, basé aux Pays Bas. Elle a une formation dans les Sciences Politiques, Relations Internationales et en Sciences d'Anthropologie Politique. Au sein de l'organisation de développement internationale Cordaid elle a été co-initiatrice d'un département qui travaillait pour soutenir les communautés locales dans les environs où il y a l'exploitation du pétrole, gaz, métaux ou minéraux, d'une façon artisanale ou industrielle. Elle a travaillé sur cette problématique avec la société civile au Nigeria – Delta Niger, au Chad, au Sudan du Sud et à la République Démocratique de Congo.

² La vision exprimée dans cet article est basée sur l'expérience au sein d'une organisation de développement internationale basé aux Pays Bas, en collaboration avec des organisations civiles en plusieurs pays en Afrique. L'objectif est de partager cette expérience pour d'avantage échanger et apprendre.

³ Larousse: Définition de 'Paradigme': 'En doctrine économique: choix de problèmes à étudier et des techniques propres à leur étude'

La légitimité des actions peut être ancrée à la fois dans les besoins de bases des communautés locaux, inclus la gestion durable des ressources naturelles et les systèmes écologiques dans leurs totalités, et dans normes internationales et nationales, comme par exemple les Objectifs de Développement Durable (ODDs) et l'expression des ODDs à travers de la politique nationale.

Désormais est-il important de respecter une diversité des visions dans la société, même au sein du réseau de collaboration, car chaque position a son histoire et sa raison d'être. Une curiosité pour connaître les idées et soucis derrière une position est importante. Il s'agit donc de gérer les contradictions, en acceptant des visions diverses à l'heure actuel, et en créant simultanément une vision commune pour le futur lointain. C'est le futur lointain qui crée une perspective commune et une base de collaboration, pour surmonter les différences d'aujourd'hui.

Quel jeu on joue pour contribuer à la paix et au développement durable ?

On vit dans un monde complexe avec des grands défis. L'idée d'un État de droit moderne est que le gouvernement représente le peuple et gère l'économie pour le bien-être du peuple. Une telle vision moderne présuppose une souveraineté de l'État qui ne correspond pas à une réalité où les relations de pouvoir ne respectent pas les frontières administratives de l'État.

Face à cette complexité, l'interdépendance mondiale et les grands défis comme le conflit et la paix, la lutte contre la faim et la gestion des ressources naturelles, la valeur de la société civile est redécouverte par certaines. Henry Mintzberg par exemple propose face au défi du changement climatique – un phénomène mondial –, des partenariats entre le secteur privé, le secteur public et le 'secteur pluriel' : 'PPPPs'⁴. Le 'secteur pluriel' inclut les fondations, les coopératives, les mouvements sociaux, les universités, les médias..., tout organisation qui n'est pas l'État, ni le secteur privé. Le 'secteur pluriel' est défini ici dans une situation dites 'idéale'. Il n'est pas toujours évident que le 'secteur pluriel' puisse agir d'une manière autonome vis-à-vis du secteur privé ou du secteur public vues les modalités diverses de financement par exemple. Cette observation mérite beaucoup d'attention et une recherche continue pour renforcer la position dans le sens positive et la marge de manœuvre du 'secteur pluriel' pour pouvoir jouer son rôle effectif dans le développement durable.

Dans la dynamique le plus courant à nos jours chaque secteur cherche à défendre son intérêt. Le secteur public joue son rôle pour la planification orchestrée. Le secteur privé est autonome et cherche l'innovation pour mieux faire du profit. Le secteur pluriel est plutôt engagé et cherche à répondre aux besoins locaux. Le résultat commun est une dynamique négative. Pour arriver au développement durable il faut faire changer une dynamique négative vers une dynamique positive⁵.

⁴Mintzberg, H., D. Etzion, S. Mantere, 2018. PPPPs for Climate Change. <http://www.mintzberg.org/blog/pppps-for-climate-change>. Accédé le 23 janvier 2019.

⁵ Mintzberg, H., Etzion, D. & Mantere, S., 2018. Worldly strategy for the global climate. *Stanford Social Innovation Review*, 16(4): 42-47.

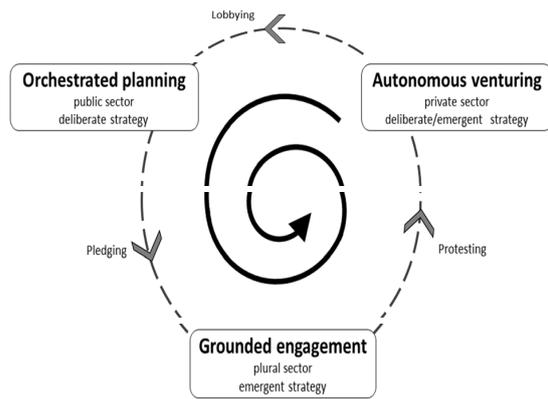


Figure 1: Quand les efforts organisés se rencontrent⁶.

Une spirale descendante d'activités contre-productives se produit lorsque les trois secteurs travaillent à contre-courant. Le secteur privé fait le plaidoyer auprès de l'État, l'État fait de promesses qui ne sont pas tenues, et le secteur pluriel proteste. Parfois la réaction de l'État par rapport aux protestes quand il y a des grands intérêts en jeu est forte, ce qui nourrit la méfiance.

⁶ Mintzberg, H., Etzion, D. & Mantere, S., 2018, Ibid.

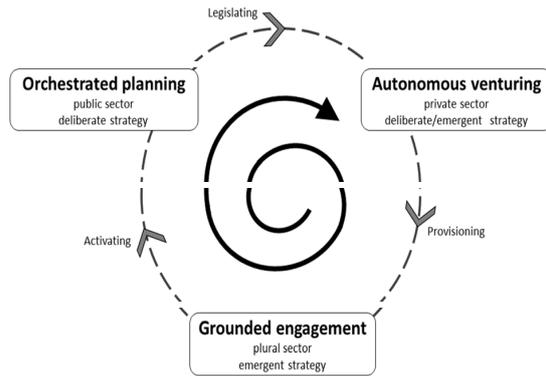


Figure 2: Quand les efforts organisés se regroupent⁷

Une spirale ascendante d'activités constructive se produit lorsque les trois secteurs travaillent ensemble. Un secteur pluriel bien organisé, informé, autonome, légitime puisse influencer le secteur public pour que les activités du secteur privé sont bien réglementées et répondent aux besoins de la société.

Dans ce jeu, le secteur pluriel joue un rôle de 'coup de départ' par rapport aux dossiers spécifiques, vu des besoins spécifiques signalés. Pour jouer ce rôle d'une manière cohérente le secteur pluriel nécessite une espace politique sécurisé, les modalités juridique et financière pour pouvoir créer d'avantage l'espace pour l'indépendance du secteur pluriel du secteur public et du secteur privé.

Le choix du paradigme et gérer les contradictions

La dynamique de confrontation auquel on est malheureusement trop habitué est née d'un discours moderne, dominant dans un monde global inégal. Ce discours met les institutions étatiques au centre à travers d'un rôle en tant que 'régisseur du développement' en combinaison avec un paradigme néo-libérale, qui indique le marché libre comme moteur de développement économique. Par contre, pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) une collaboration entre les institutions étatiques, le secteur privé et le secteur pluriel est nécessaire. Les grands défis des ODDs dépassent les capacités d'un acteur parmi les trois. En conséquence, il est nécessaire de définir le rôle des institutions étatiques autrement, d'un rôle de 'régisseur de développement' vers un rôle de facilitateur des négociations entre le secteur pluriel et le secteur privé, en mettant – et en renforçant – les cadres politiques et juridiques en vue du bien commun.

Le discours moderne met l'accent surtout sur l'idéal de l'égalité entre les citoyens, et sur le devoir de l'État de redistribuer les richesses. A défaut de l'efficacité de cet effort – on observe partout dans le monde une divergence entre les riches et les pauvres – on note actuellement un changement de paradigme vers une approche non-étatique. Dans une approche non-étatique les besoins essentiels de chaque individu dans son cadre socio-économique et l'intendance de l'écosystème sont au centre de la politique. Les pensées du lauréat de prix Nobel Amartya Sen⁸ s'inscrit dans ce 'discours de libération'⁹. Une telle approche centrée sur des personnes ou sur l'écosystème est à la base des approches basées sur les droits de l'homme, la sécurité humaine¹⁰, ou par exemple les pratiques de la RNA (Régénération Naturel Assisté)¹¹.

Les discours se traduisent en institutions. Un exemple de ce changement institutionnel sont les Nations Unies. En 2015 les Objectifs de Développement Durable sont adoptés. C'était unique dans le sens que les ODDs font appel à

⁷ Mintzberg, H., Etzion, D. & Mantere, S., 2018, Ibid.

⁸ Sen, A. 1999. Development as Freedom.

⁹ Hensbroek, P. B. van, 1998. *African Political Philosophy, 1860-1995. An inquiry into three families of discourse*. PhD, Centre for Development Studies, University of Groningen, 160.

¹⁰ Nations Unies, 2009. La sécurité humaine en théorie et en pratique. Application du Concept de Sécurité Humaine et Fonds de Nations Unies pour la Sécurité Humaine, 6.

¹¹ https://beatingfamine.com/wp-content/uploads/2019/01/BeatingFamineSahel_Brief-French_V8.pdf. Accessé le 24 janvier 2019.

l'action par tous les pays, pauvre et riche, en protégeant la planète¹². Par contre, les objectifs de développement du millénaire n'étaient que les objectifs pour les pays en voie de développement, pour lesquels les pays riches devraient donner leur solidarité et assistance pour les finances et les technologies¹³. On note un changement d'un discours de modernisation vers un discours de libération dans le sens menée par exemple par Amartya Sen. Ceci a des conséquences fondamentales pour les institutions étatiques et inter-étatiques et le rôle des institutions. Alors, les Nations Unies ont lancé une grande opération de réforme institutionnelle au sein des Nations Unies¹⁴.

Le terrain de jeu pour le *développement durable et inclusif* est plutôt local – national – global, ou transnational, que simplement national, vu les parties prenantes qui s'impliquent dans l'économie local de la RDC, ou d'ailleurs partout dans le monde. Si les règles du jeu changent de la compétition vers la collaboration, le rôle de l'État change. Ce rôle est renforcé dans le sens que c'est l'État qui fait la connexion entre les grands défis régionaux ou mondiaux d'une part et d'autre part les besoins de la population locale et de l'environnement. Dans cet effort c'est l'État qui balance les intérêts divers entre secteur pluriel et le secteur privé. Ces changements impliquent une grande réorientation dans les institutions dans les trois secteurs et sur tous les niveaux. C'est un grand défi pour les décennies à venir.

L'implication du choix de discours pour une bonne collaboration entre les organisations de la société civile, les sciences sociales et les médias est qu'on se met d'accord sur le défi devant une telle collaboration, sur le terrain du jeu, sur les règles du jeu, et à travers d'un choix des approches on se met également d'accord sur des méthodologies des actions, d'analyse et de recherche compatibles. Ensuite le choix d'un dossier à suivre donnera un focus et une limitation au travail.

Le choix d'un discours et des approches bien définies permet également de trouver les individus, des organisations, des institutions, et également des compagnies, au niveau local, national et international pour collaborer et alors renforcer la dynamique souhaitée. Il ne s'agit pas donc seulement de trouver ces collaborations au sein du secteur pluriel, mais également au sein du secteur public et du secteur privé. L'idée est que les trois secteurs commencent à jouer un autre jeu et encore dans le terrain du jeu transnational.

L'exemple de l'exploitation minière au cœur des zones rurales au sud Katanga

Au Sud Katanga Cordaid a exécuté, en collaboration avec des partenaires de la Société Civile, une étude de base sur l'exploitation minière au cœur des zones rurales¹⁵. L'objectif était de comprendre pleinement la perception, les attentes et les priorités des communautés locales aussi que l'impact de l'exploitation minière au Sud Katanga. L'idée est que les métaux et minéraux constituent une richesse du pays de RDC. Désormais, on constate que les communautés vivant autour des projets miniers ne tirent pas profit de ces opportunités. Au contraire, on fait le constat de la pollution des eaux, la dégradation de la biodiversité et des sols, et leurs effets sur la santé publique. Facilement les plaintes aboutissent à la violence. Le phénomène est bien connu comme 'malédiction des ressources'.

Pour équiper la société civile de s'organiser et d'exécuter un plaidoyer efficace, la particularité de cette étude était de faciliter une bonne compréhension du contexte institutionnel, du système et des moyens de subsistance des communautés, de la dynamique relationnelle des parties prenantes, des bénéfices et impacts positifs et négatifs réels ou potentiels de l'industrie minière au niveau des communautés riveraines du sud Katanga. Elle a également le mérite de cerner les questions liées au genre dans les mines industrielles¹⁶.

L'objectif des programmes des organisations de la société civiles est le développement durable et inclusif des communautés locales. L'exécution d'une étude de base s'inscrit dans cet objectif.

À la base de l'exécution de cette étude au RDC, comme également des études exécutées au Kenya et le Soudan du Sud, Cordaid a développé un guide pour les communautés locales, la société civile et les institutions

¹²UN <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>. Accessé le 23 Décembre 2018.

¹³ Sachs, J. D. 2012, From Millennium Development Goals to Sustainable Development Goals. Viewpoint. Lancet, 2012; 279: 2206-11.

¹⁴UN: *UN Reform : Transforming to Deliver*. <https://unfoundation.org/blog/post/un-reform-transforming-to-deliver-the-sdgs/>. Accessed 23 December 2018.

¹⁵ Cordaid, 2015. 'L'exploitation minière au cœur des zones rurales: Quel développement pour les communautés locales?' Comprendre pleinement les perceptions, les attentes et les priorités des communautés locales, ainsi que l'impact de l'exploitation minière au Sud Katanga, République Démocratique du Congo (RDC), Rapport, décembre 2015. https://www.cordaid.org/media/medialibrary/2016/01/2015_Katanga_Baseline_Report_extractives.pdf

¹⁶ Cordaid, 2015. Ibid, 3.

gouvernementales locales dans les zones minières, du gaz ou pétrole¹⁷. Cette guide est basée sur un cadre social qui est à la base des évaluations d'impact environnemental et social (EIES) des projets de gaz, pétroliers, miniers, infrastructurels, normalement exécutées par des experts au nom des entreprises minières par exemple¹⁸.

Prendre une méthodologie utilisée par le secteur privé, et encore le secteur des mines ? Oui ! Parce que cette méthodologie s'inscrit également dans le *discours de libération* : les EIES se basent également sur la *théorie de droits et l'approche des capacités* de Amartya Sen¹⁹. Adopter cette méthodologie a comme avantage qu'on applique un langage, des concepts et une compréhension, qui est le même que le langage du secteur privé, comme du secteur public. Ceci facilite les négociations entre les partis prenantes, parce que les entreprises et les institutions de l'État reconnaissent la façon dans laquelle les résultats de l'étude de base sont présentés.

Étudier la méthodologie du secteur privé a également comme avantage que ça permet de 'regarder dans la cuisine du secteur privé'. Quelle est la différence entre une étude de base menée par la société civile, en collaboration avec les chercheurs scientifiques et une étude menée par une entreprise? Pour répondre à cette question il faut savoir qui décide sur les Termes de Références pour une telle étude et sur le moment choisi pour l'exécution. Le secteur privé a comme obligation par la loi d'emmener des EIES pour obtenir les licences de l'exploitation. Après qu'on obtient ces licences, l'intérêt de donner suite aux recommandations de ces études diminue. Or l'intérêt des communautés accroit au fur et mesure de l'exécution du projet minière avance. Alors, une telle étude exécutée et gérée par la société met les données dans le domaine public. Si la société civile, les scientifiques et les média connaissent en détail les obligations formels des entreprises et ceux des institutions gouvernementales à travers la loi nationale ou bien à travers des directives et principes internationaux, il est plus facile de faire un monitoring et un plaidoyer efficace. Ou de critiquer à travers des médias d'une façon pointue, mais bien informé.

Sur cette base, la *méthodologie* de cette étude a été développée avec l'expertise d'un Chef des Travaux de l'Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences Sociales, Département d'Anthropologie²⁰. Le *terrain de jeu* est clairement transnational : il s'agit des partis prenants locaux, nationaux et internationaux. Les *règles du jeu* sont, grâce à l'acceptation du même discours, alors la même vision sur les rôles du secteur privé, public et pluriel, en principe pareil pour tous les partis prenants. Dans la pratique on n'est pas encore arrivé à ce stade : on est habitué au discours moderne avec les rôles et responsabilités ce que ça implique, inclus les contradictions et les jeux de pouvoir. Alors, au sein du chaque secteur et par rapport à la compréhension des interactions collaboratives mais indépendant et critique il y a encore beaucoup de terrain à gagner.

Division des rôles entre les OCS, les scientifiques sociales et les médias.

Maintenant la division des tâches entre les OCS, les scientifiques sociales et les médias devient plus facile. Les OSC sont les acteurs : elles mènent les actions sociales par rapport aux besoins des individus ou groupes vulnérables, les communautés locaux et l'environnement, inclus le plaidoyer vis-à-vis au secteur public et au secteur privé ou les négociations dans les initiatives multipartites. Les chercheurs de la science sociale aident les OCS avec la définition des cadres scientifiques et la méthodologie des études de bases (recherche-action), le monitoring et l'évaluation de leurs actions. Les chercheurs ajoutent également les résultats des recherches scientifiques pour donner une base de connaissance aux actions des OCS. Ces données peuvent également être utilisées par le secteur public et le secteur privé, pourvu qu'on approuve le même *discours de libération*. Les médias enfin puissent jouer un rôle crucial d'accélération en choisissant des dossiers à suivre. Le journalisme – recherche indépendant aidera pour garder le secteur public, le secteur privé comme également le secteur pluriel 'au point'.

Comme le *terrain du jeu* est transnational, il est recommandé de s'aligner dans les réseaux professionnels internationaux. Ceci aidera pour augmenter la base de connaissance et des capacités, mais également pour se rendre moins vulnérable dans les enjeux de rapport des forces.

¹⁷Zeeuw, J. de, J. Kuschminder, 2016. When Oil, Gas or Mining arrives in your area. Practical Guide for Communities, Civil Society and Local Government on the Social Aspects of Oil, Gas and Mining. Cordaid.

<http://www.socialimpactassessment.com/documents/161017-Cordaid-Social-Aspects-Guide-final.pdf>

¹⁸ Smyth, E., & Vanclay, F., 2017. The Social Framework for Projects: a conceptual but practical model to assist in assessing, planning and managing the social impacts of projects. *Impact Assessment and Project Appraisal*, 35(1), 65-80. DOI: 10.1080/14615517.2016.1271539

¹⁹ Smyth, E., & Vanclay, F. 2017, 66.

²⁰ Cordaid, 2015. Ibid. 14.

Conclusion

La question de cet article était comment les organisations de la société civile, les chercheurs scientifiques, notamment la recherche en Anthropologie, et les médias peuvent collaborer de manière plus efficace. Le point de départ était que l'objectif d'une telle collaboration est de contribuer au développement durable et inclusif de la société de la République Démocratique de Congo.

L'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) par les Nations Unies semblent de créer une grande opportunité pour s'orienter dans la concertation des actions, d'abord entre la société civile, les sciences sociales orientés vers de développement durable et les médias.

Il est proposé de prendre en tant que 'secteur pluriel' une position commune dans *le discours de libération*, ce qui se traduit aux plusieurs approches pour le développement durable et inclusive, centrées autour les besoins essentiels des personnes ou de l'écosystème. Il est identifié que c'est nécessaire de s'engager dans un changement du jeu, d'une dynamique négative, dans laquelle les institutions gouvernementales servent plutôt les intérêts du secteur privé au nom de la croissance économique, vers une dynamique positive où les besoins essentiels des communautés sont au centre de la politique et de l'économie.

Cette concertation nous emmène encore plus loin que la bonne collaboration entre les OSC, les scientifiques et les médias. Il s'agit de la nécessiter de collaborer en tant que 'secteur pluriel' avec les institutions de l'État et le secteur privé, vu que les défis de la société ne peuvent pas être résolus par l'un ou l'autre secteur en vase clos. A partir d'une position qui donne l'espace et la sécurité au 'secteur pluriel' d'identifier et exprimer librement les besoins des communautés locales et les groupes vulnérables, le 'secteur pluriel' puisse s'engager à travers du plaidoyer bien informé avec le secteur public et privé. Pour être efficace il faut savoir identifier quel institut et quel politique au sein du secteur public ou privé s'inscrit déjà dans le discours de libération et quelles actions on puisse attendre de l'un et de l'autre dans la pratique. Ceci permet de trouver dans les trois secteurs, ou niveau local, national et international, des acteurs, les institutions et organisations et les compagnies qui sont prêt à jouer le nouveau jeu. Ainsi le 'secteur pluriel' doit se positionner et retrouver son rôle vis-à-vis le secteur public et le secteur privé et vice-versa. Ainsi on se renforce mutuellement.

Après s'avoir mis en accord sur le discours et les approches de développement à adopter, sur le terrain du jeu plutôt transnational, et les règles du jeu dans le sens d'une collaboration entre les trois secteurs, il est plus évident de trouver une base de collaboration entre les OSC, les scientifiques et les médias, chacun à partir de son mandat professionnel.